

## ABDOU DIOUF A LA NATION

# LE DEVOIR DE SOLIDARITÉ

Au seuil du nouvel an, le chef de l'Etat, le président Abdou Diouf a, dans son message à la nation, parlé de la démocratie qu'il nous faudra à la fois renforcer, défendre et armer; de notre économie dont le bilan est globalement positif; du secteur de l'emploi où le gouvernement a multiplié les initiatives en faveur des jeunes; de la société civile dont l'intervention plus marquée dans les affaires du pays prouve qu'elle est totalement acquise à l'exigence de solidarité nationale; et de l'importance de l'impôt et des droits et taxes dus à l'Etat dans la consolidation de la cohésion sociale.



### EDITORIAL

## FAIRE FRONT

Entre les soupirs de l'ultime crépuscule de 1988 et les éclairs de la première aurore de 1989, nous avons, une fois de plus, sacrifié à la tradition qui consiste à arrêter, un instant, le cours impétueux du temps, pour revoir en flash-back, en insistant sur les temps forts, le film de ces douze mois que nous venons de vivre. Et de procéder, en mettant tous les atouts de notre côté, à l'élaboration de notre scénario des prochains mois et même des années futures.

Dans cet exercice rituel, le point focal aura été sans conteste le message à la nation du chef de l'Etat avec qui tout le pays était en communion samedi soir pour réfléchir, à haute voix, avant de savourer, les délices d'une fête méritée, sur le présent et le devenir de notre cher Sénégal.

Chaque année a sa part de vérités. Celles de 1988 n'ont pas échappé à la vigilance lucide, au sens critique et à l'esprit d'analyse du conducteur de peuple Abdou Diouf dont un des axes fondamentaux de sa mission consiste à décrypter les messages surgis çà et là pour mieux baliser notre chemin commun.

Sur ce plan précis nous lui faisons entière confiance, sachant que la sagacité et la clairvoyance qui illuminent toujours sa démarche politique, le mèneront une fois encore vers les bons choix qui procèdent exclusivement des préoccupations profondes et des aspirations légitimes du peuple.

Aussi est-ce avec une ferveur renouvelée que nous avons accueilli, à travers le message de fin d'année du chef de l'Etat, la confirmation sans ambages de son pari

### PAR ALIOUNE DRAME

optimiste sur l'homme sénégalais pour maîtriser les enjeux de notre époque et épouser la dynamique de notre société en accompagnant correctement toutes les mutations qui l'agitent.

Le premier front est relatif à la démocratie qui restitue à l'être humain le bénéfice intégral de la conception la plus avancée du statut sacré d'homme libre.

Le président Abdou Diouf a libéré la démocratie sénégalaise et entend la pérenniser en l'approfondissant. Il nous invite à payer, le plus normalement du monde, le prix d'un choix politique au tarif fort : à savoir que nous devons révoquer la médiocrité au profit d'une réconciliation irréversible avec ces belles vertus d'intelligence qui caractérisent le génie sénégalais. Sans quoi nous risquons de tomber dans les terribles pièges des effets pervers de cette même démocratie qui ont nôté dictature, anarchie, instabilité, insécurité, marasme, pénuries et que sais-je encore. Eh oui ! La démocratie est drapée du paradoxe qui offre en même temps le meilleur et le pire. Le mérite de Abdou Diouf est de nous guider sûrement dans la voie qui mène au meilleur, sans le pire.

Face à l'immensité de la tâche à accomplir et aux multiples sacrifices auxquels il faudra souscrire, on peut comme certains l'ont fait, parler de gageure hors de portée. Que non ! La tentation du renoncement à une alternative, c'est la persévérance dans le bon sens avec bon sens comme nous y appelle le chef de l'Etat. La justesse de notre choix n'est-elle pas brillamment illustrée par la manière dont notre système a résisté, puis géré et ensuite digéré les événements post-électorales ? Ces mêmes événements n'ont-ils pas conduit à des tragédies sans nom dans d'autres pays ? Les événements précités nous confirment avec éclat, entre autres choses, que notre système tient bon, que nous avons un guide éclairé. A nous Sénégalais, pour l'intérêt de notre pays, de nous accorder à eux car il n'est jamais trop tard pour bien faire.

Au plan économique, nous suivons également le bon cap, bien que ce secteur dépende moins de notre volonté ou de nos efforts, les plus ardues, du fait des mécanismes d'un ordre mondial injuste mais dominant encore et de phénomènes naturels difficilement maîtrisables.

Face à cette conjoncture hostile, seul l'ajustement structurel apparaît comme l'unique alternative. Et à ce sujet un arsenal de mesures de correction des inévitables effets néfastes est mis en place. Les plus impressionnantes concernent l'emploi, et plus particulièrement, l'emploi des jeunes diplômés auxquels la sollicitude du chef de l'Etat ne fera jamais défaut.

Le dernier axe du message du chef de l'Etat a été articulé autour du devoir de solidarité nationale qui nous interpelle tous dans chacun de nos actes, des plus bénins jusqu'aux plus solennels.

Et c'est à juste titre qu'il s'est appuyé sur ce qu'il est convenu désormais d'appeler la société civile qui, chez nous, se traduit ou peut se traduire par une redécouverte du civisme, par un regain de patriotisme actif, par la promotion de l'élite rurale née des progrès accomplis, par l'émergence d'un puissant mouvement associatif, soutien efficace de l'Etat recentré dans sa mission originelle de régulateur et toute autre forme d'activités de citoyens en faveur du bien public.

Voilà qui prouve que l'horizon n'est point bouché; l'optimisme réaliste du président Abdou Diouf peut être partagé par tout le monde si nous acceptons, pour le Sénégal, de faire front, de faire face comme surent le faire à d'autres moments, ceux qui nous ont légué ce beau et grand Sénégal où il fait bon vivre.

## L'ADRESSE DU CHEF DE L'ETAT

Sénégalaises,  
Sénégalais,

Hôtes étrangers qui vivez parmi nous,

Voici qu'arrive le Nouvel An.

Voici que tous ensemble nous vivons les dernières heures d'une année significative dans l'évolution de notre pays.

En effet, les situations maîtrisées et les expériences vécues nous ont permis d'évaluer la fiabilité de nos institutions et notre propre capacité à faire face aux obstacles ou difficultés qui se sont dressés devant nous. Débarrassés de certains excès ou dérapages, ces obstacles ou difficultés ne m'ont jamais ému outre mesure parce qu'ils sont, à mes yeux, liés à l'édification d'un projet de société socialiste et démocratique auquel vous le savez, je

suis profondément attaché.

Les moments d'épreuve que nous avons connus m'ont donc incité à davantage d'imagination pour une action encore plus efficace. Car ni le progrès économique, ni la concorde entre les citoyens, ni le respect des libertés fondamentales, ni la pratique de la démocratie ne vont de soi. Rien de tout cela n'est donné par la nature; il s'agit d'acquis précaires, de constructions fragiles, nées de la raison et des besoins de l'homme et qui doivent être entretenus et consolidés par ses ambitions et sa volonté.

Voilà dans quelles dispositions d'esprit j'ai abordé les perturbations dont le secteur social de notre pays a été l'objet au cours de cette année 1988.

SUITE PAGE 2

RETRO'  
88

au centre  
du journal

LUTTE  
Doudou  
Baka II  
première  
victime  
de 89



PHOTO KING ABRON

Le choc du  
jour de l'an  
a tenu toutes ses  
promesses.  
Mor Fadam  
a dicté sa loi à  
Doudou Baka 2,  
à l'issue d'un  
duel épique.  
Dure a été  
la chute.  
A la mesure de  
la hargne du géant de  
Mermoz.

**S'**ADRESSANT à la nation sénégalaise, à l'occasion du nouvel an, le chef de l'Etat, M. Abdou Diouf a parlé de la démocratie sénégalaise qui doit évoluer, se perfectionner mais aussi s'armer pour se défendre au cours de l'année qui commence; de notre économie qui présente un tableau globalement positif, de la société civile dont le comportement ces temps derniers a prouvé qu'elle est totalement acquise à l'exigence de solidarité nationale; et de l'emploi, secteur pour lequel le gouvernement a multiplié les initiatives car la démocratie, souligne le président Abdou Diouf s'accommode mal du désespoir que crée le chômage.

# PAYER L'IMPOT, UN DEVOIR CIVIQUE

Suite de la page 1

Je me réjouis du rôle joué par la société civile, regroupement de patriotes de bonne volonté plus soucieux de la consolidation de notre démocratie et des performances économiques de notre pays que de considérations idéologiques ou partisans.

Je me félicite aussi de ce que tous les acteurs du jeu politique et les interlocuteurs du pouvoir aient fait preuve de responsabilité, et d'esprit d'ouverture. Nous devons nous réjouir des résultats obtenus. Il nous suffit à cet égard, de regarder, d'écouter autour de nous pour nous rendre compte de la gravité de ce qui aurait pu nous arriver.

La réflexion en cours nous permettra de décrypter les signes qui sont apparus au cours de cette période décisive dans le but exclusif de perfectionner le fonctionnement de notre démocratie.

Je renouvelle l'appel que je vous avais déjà lancé pour la participation de toutes et de tous à cette œuvre exaltante.

Les propositions et contributions que j'ai reçues depuis lors confirment combien le sujet intéresse les Sénégalais et surtout combien sont harties mais toujours pertinentes leurs idées sur la question.

Sénégalaises, Sénégalais, Mes chers compatriotes,

Au plan économique, le Sénégal s'est engagé un peu plus au cours de cette année 1988 dans sa politique d'ajustement structurel dont le but ultime est la restauration d'équilibres financiers et la restructuration de notre économie, par une série de programmes destinés à lui redonner dynamisme et vigueur. L'ensemble des stratégies mises en œuvre dans le cadre de cette politique s'est traduit par des résultats réconfortants.

Songez que le taux de croissance du produit intérieur brut (PIB) qui était de 4,2% en 1986-87 est passé à 4,4% en 1987-88 marquant ainsi une légère progression. Dans le même temps, le déficit extérieur courant est tombé à 9,9% à la fin de la gestion 1987-88.

tandis qu'au plan des finances publiques, le stock des arriérés de paiement de l'Etat et des établissements publics vis-à-vis du secteur privé sera résorbé en juin 1989.

Ce bref aperçu des principaux agrégats macro-financiers prouve bien que l'évolution de la situation économique de notre pays présente un tableau globalement positif et que les déséquilibres financiers et les distorsions économiques qui sont autant d'entraves à une croissance forte et durable, s'estompent progressivement.

Ces performances, saluées par l'ensemble de nos partenaires extérieurs, n'ont été possibles que grâce aux efforts conjugués et soutenus du gouvernement comme du peuple sénégalais.

Sénégalaises, Sénégalais, Mes chers compatriotes,

En me tournant maintenant vers l'année qui commence, je pense d'abord aux quelque 320.000 petits Sénégalais et petites Sénégalaises qui sont nées en 1988. Chacune de ces naissances est porteuse d'une foi dans l'avenir. Pour ces enfants dont la vie adulte se déroulera au 21ème siècle, nous nous devons de construire un Sénégal plus fort, plus prospère et plus juste. Nous nous devons aussi de leur transmettre une économie saine, notre paix, notre liberté, notre démocratie.

S'agissant plus particulièrement de la démocratie, il nous faut être vigilants car ce qui se passe de par le monde nous prouve que l'accident menace la démocratie comme il menace l'automobiliste et que ce régime est fragile parce qu'il implique de la part de chaque citoyen une éthique, une tolérance et une discipline peu communées. Fragile, la démocratie l'est aussi parce qu'elle est contrainte chaque jour de s'adapter aux exigences contradictoires de ses bénéficiaires.

Voilà pourquoi, évoluer, se perfectionner mais aussi s'armer pour se défendre, devraient être les impératifs de notre démocratie pour l'année 1989.

Tous les textes dont l'Assemblée nationale sera saisie prochainement et

qui sont relatifs au statut de l'opposition, au rôle des médias, au code électoral, à la charte de la démocratie, visent à atteindre cet objectif majeur.

La démocratie, je l'ai déjà dit s'accommode mal du désespoir que crée le chômage. C'est une des raisons pour lesquelles mon gouvernement accorde une attention toute particulière au problème de l'emploi notamment celui des jeunes. Le conseil interministériel que je viens de présider sur la question devrait marquer une étape décisive dont l'année 1989 constituera un point de retournement.

Comme vous le savez, un plan national pour l'emploi a été mis en place à cette occasion. Mais il y a surtout le renforcement du fonds national de l'emploi, en vue d'élargir son domaine d'intervention ainsi que la mise à la disposition de la Délégation à l'insertion, à la Réinsertion et à l'emploi, de moyens humains et logistiques supplémentaires pour lui permettre de diversifier et d'intensifier ses actions.

Je veillerai personnellement, à la mise en œuvre de ce plan d'une manière générale à l'évolution de la question de l'emploi des jeunes. Sénégalaises, Sénégalais, Mes chers compatriotes,

\* Les résultats obtenus en 1988 et dont je vous ai parlé nous encouragent à poursuivre la politique d'assainissement de notre économie malgré les coûts sociaux immédiats inévitables.

Je veillerai personnellement à ce que la dimension sociale de l'ajustement prenne de plus en plus de l'ampleur



avec l'adoption chaque fois que de besoin de mesures d'accompagnement destinées à atténuer les effets de ces coûts sociaux.

Pour l'heure, nous devons rester vigilants et éviter de relâcher nos efforts. Nous devons redoubler d'ardeur et de détermination car c'est de la participation de chacun et de tous aux sacrifices communs que dépend la réussite de notre redressement.

Par exemple, les objectifs de développement que nous visons ne peuvent, dans la conjoncture actuelle être atteints que si l'Etat reçoit suffisamment de recettes et en temps utile pour le paiement régulier des charges publiques et notamment des commandes qu'il a passées auprès du secteur privé, élément moteur de la relance économique.

De même, ces ressources internes doivent constituer la part essentielle du financement de notre politique de développement et autoriser ainsi des recours moins fréquents à l'aide extérieure, qui en tous les cas, ne doit que compléter un important effort national.

C'est pourquoi, l'occasion me paraît appropriée pour inviter l'ensemble des personnes physiques et morales, contribuables et redevables, à considérer comme prioritaire le paiement de l'impôt et des droits et taxes dus à l'Etat, droits et taxes qui doivent être acquittés sans délais et dans les délais prescrits.

Nul contribuable, quelles que soient sa personnalité ou ses fonctions, ne peut s'exonérer de ses dettes envers la collectivité et donc envers ses concitoyens. Les meilleurs des Sénégalais se distinguent par leur travail et l'acquiescement de leurs contributions fiscales prélevées sur le fruit de ce travail. Pour paraphraser Montaigne, je dirai qu'il faut en l'espèce que « notre comportement à l'égard du fisc soit le vrai miroir de nos discours ».

C'est, me semble-t-il, la meilleure manière de renforcer la solidarité nationale, valeur bien de chez nous qui devrait nous permettre, par sa fonction redistributive, d'atténuer les effets négatifs de la crise. L'Etat encouragera et organisera cette solidarité pour consolider ainsi la cohésion sociale.

Là aussi, j'attends de la société civile dont le comportement ces temps derniers a prouvé qu'elle est totalement acquise à l'exigence de solidarité nationale et sensible à toutes ses manifestations, qu'elle suscite, appuie et

## POLITIQUE

### Démocratie à renforcer

• Par Abdallah FAYE

L'année qui vient de s'ouvrir s'est résolument placée sous le signe du renforcement de la démocratie sénégalaise. Dans son adresse à la Nation, le chef de l'Etat a insisté sur cette nécessité, tout en mettant en œuvre les impératifs qui interpellent cette conquête du peuple : elle devra évoluer, se perfectionner, mais aussi s'armer pour se défendre.

Ces derniers, à eux seuls, constituent tout un programme, dans la mesure où ils doivent nous permettre de consolider cette démocratie en renforçant les acquis, et en inaugurant de nouvelles voies à même de nous réconcilier avec nous-mêmes, et de nous éviter les fâcheuses passes que nous avons traversées avec beaucoup d'amertume et d'anxiété en 1988.

Cette situation, peu de Sénégalais souhaitent la revoir, tant elle nous a peints, fait douter, et redouté les incertitudes qui logiquement, devaient nous interpellé avec vigueur à l'issue d'un tel cycle. Si nous n'avons pas été jusqu'à cet extrême, c'est grâce au sens patriotique éprouvé des Sénégalais qui, même dans l'adversité la plus violente, éprouvent un amour forcé vis-à-vis de leur pays, qu'ils ne voudraient pas voir s'engager dans des sentiers incertains, pour ne pas dire dangereux. L'épreuve qu'a endurée le peuple tout

entier, meurtri dans sa fierté et blessé dans son honneur a eu un aspect positif. Elle a ouvert les yeux au plus grand nombre, frappé de plein fouet par cette vérité que nul n'avait le monopole de la solution qui, pour être définitive, demeurera toujours nationale. Il faudra que tous s'y mettent, s'il est vrai que tous, de quelque bord qu'ils se situent, parlent et agissent au nom du même peuple que tous invoquent dans leur discours.

Même si la table ronde nationale n'a pas connu l'heureux dénouement scruté avec espoir par bon nombre de Sénégalais, attachés à la recherche du consensus salvateur, même si les modalités d'organisation de la conférence nationale dont l'idée a été lancée par le Khalife général des Tidjanes à l'occasion du dernier ramadan, ne sont pas encore mûrissées, on peut espérer quelque avancée avec l'examen prochain des textes relatifs au statut de l'opposition, au rôle des médias, à la charte de la démocratie, et au code électoral par le parlement.


La justesse, pour ne pas dire la hardiesse des propositions permettra de se faire une idée de ce qui changera au sein du paysage politique du pays. Et donnera un aperçu de la volonté du chef de l'Etat de contribuer au renforcement de la

démocratie dont il a fait son cheval de bataille. N'a-t-il pas dit dans son message à la Nation que « s'agissant particulièrement de la démocratie, il nous faut être vigilants car ce qui se passe de par le monde nous prouve que l'accident menace la démocratie comme il menace l'automobiliste et que ce régime est fragile parce qu'il implique de la part de chaque citoyen, une éthique, une tolérance et une discipline peu commune (Et que) fragile, la démocratie l'est aussi parce qu'elle est contrainte chaque jour de s'adapter aux exigences contradictoires de ses bénéficiaires ».

En tout cas, l'esquisse est ambitieuse. Elle devrait, en principe, soutenir un dessin à la hauteur des espoirs que les uns et les autres plaçant en cette initiative regardée avec quelque circonspection par certains. Qui voudraient la prendre au mot pour que vive et se renforce cette conquête que nous est si chère... la démocratie.

Afin que les Sénégalais en se réconciliant avec leur histoire et eux-mêmes puissent vaillamment s'attaquer à cette exigence incontournable qu'est le développement, intimement lié au premier concept.

Au seuil de la nouvelle année, ce ne serait pas trop demander non ?



**C.A.D.E.C.U.R.**  
Comptoir Africain  
de Distribution d'Equipements  
pour collectivités urbaines  
et rurales rue II X F  
Point E - Tel : 25.35.32 BP 3803  
Dakar

Sa Direction et son Personnel souhaitent  
une bonne et heureuse **Année 1989** à  
tous leurs clients et restent à leur entière  
disposition pour toutes fournitures et  
maintenances techniques.

**Le Directeur**  
**Claude BLAIN**



organise toutes les initiatives qui nous aideraient à renouer avec cette belle solidarité communautaire.

De toutes les façons, à moyen terme, hors d'une démarche de développement solidaire, il n'y a point de salut, Sénégalaises, Sénégalais.

Mes chers compatriotes,

Clisthène l'Athénien et Thucydide déjà aux VI<sup>ème</sup> et V<sup>ème</sup> siècles avant Jésus-Christ, Montesquieu bien plus tard, avaient pressenti ou entrevu les bienfaits de la démocratie. Aujourd'hui nous en voyons la nécessité mais aussi la fragilité et surtout les sacrifices que demandent sa mise en œuvre et son

approfondissement. Mais cela ne nous décourage pas. Au contraire !

Eviter de chercher la sécurité dans les certitudes et les slogans et « admettre la complexité et l'inattendu qui font la vie des nations », faire face avec courage, lucidité et imagination, sans doute est-ce l'enseignement principal, définitif de 1988. Cet enseignement nous sera toujours précieux dans la poursuite de nos deux objectifs majeurs, la Démocratie et le Développement avec comme vecteurs la Volonté et la Vérité.

Mon gouvernement a, croyez-le bien, une claire conscience de ce qui reste encore à faire pour venir à bout

des problèmes avec lesquels le pays est confronté. Il maintiendra, je vous l'assure, la ligne tracée, il prendra au fil des circonstances, je vous les promets, les mesures nécessaires pour promouvoir le bien-être et assurer l'ordre et la sécurité, c'est-à-dire la paix indispensable à la démocratie et au développement.

Sénégalaises, Sénégalais, Mes chers compatriotes,

Au terme d'une année si riche en événements, j'ai choisi de vous parler ce soir des seuls événements nationaux - je ne pouvais me limiter à vous dire mes vœux.

Mais je voudrais que vous sentiez qu'à chacune et à chacun d'entre vous, c'est de tout mon cœur que je souhaite que l'année 1989 apporte plus de satisfaction et de bonheur dans sa vie personnelle, professionnelle et familiale. Mes vœux s'adressent aux malades à qui je souhaite un prompt et total rétablissement. Ils s'adressent aux plus démunis, aux plus inquiets et aux jeunes devant qui s'ouvre la vie.

Bonne année mes chers compatriotes, Bonne année pour que vive le Sénégal.

- Dans la prospérité, la paix et la démocratie.

DIWENATI I

Message à S.E. M. Ahmed Ali Al-Mirghani, président du conseil de souveraineté et chef de l'Etat de la République démocratique du Soudan... Khartoum.

Monsieur le Président et cher frère, Je voudrais profiter de l'heureuse occasion que m'offre la célébration de la fête nationale de votre pays, pour adresser à Votre Excellence les félicitations fraternelles les plus chaleureuses du peuple et du gouvernement sénégalais comme de moi-même. Il nous plaît d'y ajouter les vœux ardents que nous formons pour votre santé et votre bonheur personnel ainsi que pour le développement harmonieux du peuple frère du Soudan, dans la réconciliation et l'unité.

En cette joyeuse circonstance, nous voudrions exprimer, à nouveau, notre souhait de voir se traduire dans une coopération davantage plus solidaire et plus féconde, les sentiments fraternels que partagent nos deux peuples ainsi que la volonté commune à nos deux pays de bâtir et de renforcer l'unité africaine, la coopération afro-arabe et la solidarité islamique.

Très haute et fraternelle considération.

Abdou DIOUF

...au lieutenant général Prosper Avril, Forces armées d'Haïti, président du gouvernement militaire Port au Prince

Monsieur le Président,

Je vous prie d'accepter, à l'occasion de la célébration de votre fête nationale, les plus chaleureuses félicitations qu'au nom du peuple sénégalais, de son gouvernement et de moi-même, j'adresse à Votre Excellence ainsi qu'au peuple et au gouvernement haïtiens.

Nous y associons des vœux ardents pour votre bonheur personnel et pour la prospérité et le bien-être de vos compatriotes, dans l'unité et la paix.

Je saisis également cette opportunité pour vous dire notre disponibilité au développement des relations d'amitié unissant nos deux pays et nos deux peuples.

Très haute considération.

Abdou DIOUF

...et à S.E. Fidel Castro Ruz président du conseil d'Etat et de gouvernement de la République de Cuba La Havane

Monsieur le Président,

J'ai grand plaisir à vous adresser, au moment où le peuple cubain célèbre l'anniversaire de la révolution, les félicitations du peuple et du gouvernement sénégalais ainsi que les miennes propres.

Pour vous-même, nous formons des vœux ardents de santé et de bonheur et souhaitons au peuple cubain davantage de progrès dans la voie de son développement harmonieux.

Très haute considération.

Abdou DIOUF

Moustapha Ka à Djeddah

Le ministre de la Culture, M. Moustapha Ka, a quitté Dakar hier en fin de soirée pour Djeddah.

Cette visite du ministre de la Culture en Arabie saoudite entre dans le cadre des préparatifs de la première conférence des ministres de la Culture de l'Organisation de la Conférence islamique (OCI) prévue à Dakar, les 25 et 26 janvier 1989.

## EMPLOIS

• Par El Bachir SOW

## LIBERTE D'ENTREPRENDRE

Dans un pays à dominante jeune, confronté de surcroît à une situation économique difficile, l'emploi par la force des choses, devient un problème de premier ordre. Au Sénégal, il l'est. Et, dans son message du nouvel an, le chef de l'Etat, le président Abdou Diouf, a, de nouveau, insisté sur cet important volet de la politique de son gouvernement.

Les conditions économique, sociale et politique du Sénégal imposent par leur dimension multiple, à l'Etat et à son chef, une prise en charge complète du dossier de l'emploi. Ce qui est fait. Cette prise en charge intervient au moment où il est question de moins d'Etat. Ce qui explique le caractère novateur et hardi des actions engagées aujourd'hui par la puissance publique pour combattre le chômage, singulièrement celui des jeunes.

Il n'est plus en effet possible que l'Etat offre un emploi à tous les diplômés sortis des écoles de formation et de l'université. Cela n'est plus possible parce que l'Etat n'a plus les moyens de le faire. Par contre, l'emploi

non salarié offre d'énormes possibilités. Et ces possibilités, l'Etat entend en faire profiter le maximum de jeunes.

Et cela de multiples façons. Ainsi, les nombreuses structures mises en place (le Fonds national de l'Emploi), la Délégation à l'Insertion, à la Rénovation et à l'Emploi et le Plan national de l'Emploi sont autant d'outils mis à la disposition de ceux qui, jeunes et moins jeunes, veulent monter une affaire.

La liberté de créer et d'entreprendre. Voilà ce que le gouvernement veut inculquer à chaque citoyen. L'Etat tracera le cadre et donnera les grandes orientations. Cette démarche est la conséquence, au double plan économique et politique, d'un choix de société qui respecte les libertés individuelles et collectives. Au sortir d'une longue période dominée par l'Etat-providence, une telle mutation rencontre inévitablement des incompréhensions, voire des résistances.

Les incompréhensions peuvent, elles, être surmontées par une bonne informa-

tion; les résistances, en revanche, exacerbées d'une part par la mise en œuvre d'un plan d'ajustement structurel et amplifiées d'autre part par le contexte de démocratie multipartisane ont surtout besoin d'un traitement plus complexe. Face à ces deux obstacles, le gouvernement a su demeurer ferme pour préserver les acquis du redressement économique et maintenir la paix sociale; il a su également, en faisant de la promotion de l'emploi en prenant davantage en compte la dimension sociale de l'ajustement structurel, dégager des éléments de réponses, au problème de l'emploi.

Les secousses qui, au cours des mois écoulés, ont traversé le monde du travail sont autant de manifestations de l'inévitable mutation de la société sénégalaise. Cette dernière doit se faire dans un cadre où liberté d'expression et d'entreprendre sont deux piliers fondamentaux.

Telle est l'option du gouvernement sénégalais.

## ECONOMIE

• Par Amadou FALL

## L'effort de tous

Quand une économie, par le fait d'un lourd passé colonial et de handicaps structurels, va à la dérive, erreur ne serait plus fatale que celle de maintenir le cap sur les écueils conjoncturels du mal développement. Dans notre cas d'espèce, les balises sont trop longtemps restées au rouge. Et il s'est tout naturellement imposé de redresser la barre, de procéder à des ajustements en profondeur pour remettre la barque à flot. En somme, restaurer les grands équilibres macro-économiques et financiers du pays, redonner dynamisme et vigueur à ses capacités créatives et productives.

La récession, ses exactions [aurait-il dit, de même fort contraignante et pour les ménages et pour les entreprises. Tous sont arrivés à bout de souffle ces derniers temps, pour avoir consenti d'énormes sacrifices, tout en restant dans l'expectative de lendemains, plus prometteurs, mais dont l'horizon ne s'éclaircissait qu'aux yeux des plus avertis, de ceux qui jugent - expertement - la santé d'une économie par la tenue de ses grands indicateurs macro-économiques. Ce qui n'est forcément pas le cas pour le commun des nos concitoyens.

Il reste que tous nous devons rester confiants en l'avenir comme nous y invitent la vérité des chiffres et notre engagement à participer au mieux-être collectif, credo majeur de notre commune volonté de vie commune. L'espoir devait naître en tout un chacun car la croissance est à nouveau au rendez-vous. Le chef de l'Etat nous le confirme : « Les déséquilibres financiers et

les distorsions économiques qui sont autant d'entraves à une croissance forte et durable s'estompent progressivement ». Cela est d'autant plus patent que la puissance publique est sur le point d'apurer la totalité des arriérés qu'elle doit aux privés. Son dernier stock d'impayés sera soldé, au plus tard, le mois de juin prochain.

Cela est extrêmement important. Car, en effet, en renflouant de la sorte la trésorerie des entrepreneurs de la place à qui il doit de constants milliards, l'Etat leur confère la latitude de souffler, d'évacuer un certain nombre de contradictions internes, mais encore et surtout de recentrer de manière plus rationnelle et efficace leurs objectifs de croissance.

Mais de quoi demain sera-t-il fait ? Cette question on se la pose, parce que beaucoup ont cette pénible impression qu'à l'horde du troisième millénaire les dures réalités de l'heure limitent toute projection, optimiste sur l'avenir. Cependant, le désespoir devant l'adversité, la rigueur et les contraintes du moment n'est absolument pas une attitude responsable et patriotique. Car il ouvre béatement la porte au suicide collectif, bousculant dans l'holocauste les générations montantes et à venir. Ne baissons donc pas les bras. Acceptons plutôt que « pour les enfants dont la vie adulte va se dérouler au XXI<sup>ème</sup> siècle, nous nous devons de construire un Sénégal plus fort, plus prospère et plus juste. Nous devons leur transmettre une économie plus saine ».

Dans le désespoir, jamais nous ne saurions nous débarrasser des scories sociales de la récession et réussir la relance de la croissance économique nationale. Or il reste beaucoup à faire pour remettre tout un pays sur les rails du développement. Avec une plus grande intégration de sa dimension sociale intrinsèque. Et dans le respect des normes incontournables de l'ajustement structurel. L'important est qu'il soit à visage plus humain.

L'humain pour qui les politiques travaillent se devrait tout de même de participer à l'effort attendu de tous, de contribuer en tant que ... contribuable. Car l'on ne saurait vouloir une chose et son contraire : demander tout et le reste à l'Etat, et ne pas se mettre soi-même à contribution. Tout en critiquant que la puissance publique soit obligée de s'endetter à l'extérieur, par défaut d'épargne et de participations fiscales internes.

• Par Amadou GAYE

## SOCIETE CIVILE

## RECOURS INCONTOURNABLE

« Evoluer, se perfectionner mais aussi s'armer pour se défendre ». Cette triptyque érigée en impératifs de notre démocratie pour l'année 1989, donne la mesure des batailles qui restent à gagner pour rendre irréversible notre démocratie.

Que le chef de l'Etat, initiateur de ce projet audacieux qu'est la démocratie en arrive lui-même à cette lecture des événements est révélateur à plus d'un titre. Démocratie sincère, la leçon qu'il retient des événements douloureux qu'a connus notre pays au cours de la défunte année devrait redonner courage à tous ceux qui sont tentés par les démons du défaitisme au point de voir à travers la déchirure vécue par le peuple une raison de baisser les bras.

Aujourd'hui plus qu'hier, il nous faut pousser à la roue de la démocratie que les frémissements passagers et la rude épreuve de l'année n'ont su et ne sauraient nullement compromettre.

Aune à laquelle se mesure la démocratie, la société civile a su prendre en charge les revendications légitimes du peuple à travers un discours et des actes quotidiens qui redonnent foi.

En prenant à bras le corps l'édifice qu'est la démocratie pour en colmater les brèches

- tout en maintenant ce pilier essentiel qu'est l'unité, la société civile dans son ensemble - se démarquant des positions partisanes des Etats-majors politiques pour s'atteler à l'essentiel, nous a donné une bonne leçon de pragmatisme et de maturité.

L'appel de Serigne Abdou Aziz Sy dans ce cadre, demeure une référence incontournable. Il est du reste significatif que l'ensemble des patriotes de ce pays y ait souscrit sans réserve, comme il est révélateur que ces événements pré et post-électorales aient su être dépassés sans grand dommage pour tous. Ailleurs, le cliquetis des armes et leur cortège de morts et de mutilés ont été les réponses apportées à la crise politique. Ailleurs, ce sont des règlements de comptes personnels qui ont répondu en écho au frémissement de la société civile. Chez nous, malgré les épreuves, il n'y a eu ni bain de sang, ni basculement de la société dans une quelconque ère de violence.

C'est tout à l'honneur de notre peuple, de ses responsables, qui ont su faire preuve de maturité, de lucidité, de clairvoyance à la fois sous d'autres cieux, l'enjeu démocratique s'est mué en enjeu de survie au point de provoquer des morts d'hommes absurdes.

D'avoir su sauvegarder l'essentiel même au plus fort de la tempête, n'en déplaise aux prophètes de malheur qui prédisaient les pires malheurs, d'avoir refusé de donner un blanc seing à ceux qui jouaient avec son destin de peuple mûr, et d'avoir enfin réussi à commuter en élan de paix les signes visibles d'alerte, place aujourd'hui cette société civile dans un rôle d'arbitre impartial, de recours incontournable.

Qu'on ne voit guère à travers cette composante essentielle de notre pays des intrus se mêlant d'affaires ne les concernant pas.

Aucun fils de ce pays (homme politique, chef religieux, étudiant, élève, ménagère) ne saurait être de trop pour prêcher la bonne parole et inviter au consensus au moment d'épreuve.

Jeter les fondations solides d'une démocratie mieux ancrée dans les esprits ne saurait du reste se faire sans la prise en compte des bénéficiaires de cette même démocratie qu'est la société civile. Au banquet de la démocratie, à ses noces, elle demeure même un convive fort attendu. Sans elle tous les dérapages nous guettent mais avec elle tous les espoirs d'une réconciliation nationale, l'avant porteur de tous les espoirs sont permis.

## Importante Société

CHERCHE :

## 1 INGENIEUR AGRONOME

avec expérience minimum de 3 ans, connaissance approfondie sur les cultures irriguées et connaissances soutenues dans le domaine de l'élevage

Envoyer offres à la SPT qui transmettra.